RÈGLEMENT

de la prison du Bois-Mermet à Lausanne

(R-BM)

340.11.2

du 9 septembre 1977

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu la loi du 18 septembre 1973 sur l'exécution des condamnations pénales et de la détention préventive{A}

vu le préavis du Département de la justice, de la police et des affaires militaires{B}

arrête

Chapitre I Dispositions générales

Art. 1 Administration

¹ La prison du Bois-Mermet à Lausanne (ci-après, l'établissement) est placée sous l'autorité du Département de la justice, de la police et des affaires militaires ^[A] (ci-après, le département).

^[A] Voir organigramme de l'Etat de Vaud sur <https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/>

Art. 2

¹ Le département prescrit les mesures relatives à l'organisation intérieure et à l'administration de l'établissement; il en contrôle l'application.

Art. 3

¹ Il fixe le tarif de la détention.

Art. 4

¹ Les relations entre le département et l'établissement sont assurées par le chef du service pénitentiaire.

Art. 5 ...⁴

Art. 6 ...⁴

Art. 7 ...⁴

Art. 8 Affectation

¹ L'établissement reçoit:

- des personnes appréhendées par la police judiciaire;
- des personnes en détention préventive;
- des hommes condamnés à une peine d'arrêts ou d'emprisonnement n'excédant pas 15 jours;
- des femmes condamnées à une peine d'arrêts ou d'emprisonnement n'excédant pas 3 mois;
- des personnes détenues en transfert dans le canton;
- des personnes déplacées provisoirement d'un autre établissement.

Art. 9 ...⁴

Art. 10 ...⁴

Art. 11 ...⁴

Art. 12 ...⁴

Art. 13 ...⁴

Chapitre II Du personnel

Section I Généralités

Art. 14 Organisation

¹ Le personnel de l'établissement comprend:

- le personnel de direction;
- le personnel d'administration;
- le personnel spécialisé: médecins, aumôniers, éducateurs, assistant social;
- les agents pénitentiaires (ci-après, agents).

⁴ Modifié par le règlement du 16.01.2008 entré en vigueur le 18.03.2008

Art. 15

¹ Les agents sont:

- le surveillant-chef;
- le surveillant sous-chef;
- les surveillants et surveillantes.

Art. 16

¹ Le département peut, à titre temporaire, confier à des gendarmes des fonctions d'agents.

Art. 17 Statut

¹ Le personnel est soumis à la loi sur le statut général des fonctions publiques cantonales (ci-après, le statut) ^[B], à ses dispositions d'application et au présent règlement.

² Il est placé sous l'autorité du département.

^[B] *Loi du 12.11.2001 sur le personnel de l'Etat de Vaud (BLV 172.31)*

Art. 18

¹ Les conditions de nomination, l'effectif et les fonction du personnel sont déterminés par le Conseil d'Etat.

Art. 19 Mission

¹ Le présent règlement définit les missions des titulaires de chaque fonction.

Art. 20

¹ Les modalités d'exécution des tâches et des obligations du personnel font l'objet de cahiers des charges.

² Les cahiers des charges sont établis, pour le directeur par le département, pour les autres fonctionnaires par le directeur avec l'approbation du département.

Art. 21 Secret

¹ Les membres du personnel doivent garder le secret, sauf envers leurs supérieurs hiérarchiques, sur tout ce qui concerne les détenus et la sécurité de l'établissement.

Art. 22 Formation professionnelle

¹ Le département pourvoit à la formation professionnelle du personnel.

Art. 23 Uniforme

¹ Les agents reçoivent un uniforme dont le port durant le service est obligatoire.

² Celui-ci est remis à titre de prêt et périodiquement renouvelé. Il doit être maintenu en bon état.

³ En cas de démission ou de renvoi d'un agent, celui-ci doit restituer le dernier uniforme reçu.

Art. 24 Logement et nourriture

¹ Les membres du personnel habitent hors de l'établissement.

² Toutefois pour assurer certains services, notamment la nuit et les jours fériés, ils logent à l'établissement et y prennent leurs repas, si les circonstances l'exigent.

Section II Le directeur

Art. 25 Statut

¹ Le directeur répond de la direction générale de l'établissement envers le département.

Art. 26

¹ Il exerce sur le personnel et sur les détenus l'autorité que lui confèrent les dispositions légales et les décisions du département.

Art. 27

¹ Il est compétent pour donner tous ordres généraux ou particuliers en application du présent règlement.

Art. 28 Mission

¹ Le directeur a pour mission de:

- organiser et contrôler la gestion de l'établissement;
- diriger le personnel;
- faire appliquer les dispositions réglementaires relatives à la garde des détenus et au régime de leur incarcération.

Art. 29 Gestion, Finances

¹ Le directeur organise et contrôle, selon les instructions du département, la comptabilité générale de l'établissement et les comptes individuels des détenus.

Art. 30

¹ Il décide dans le cadre du budget, conformément aux directives du département, des dépenses nécessaires à l'exploitation de l'établissement.

² Tout paiement est soumis à son visa préalable.

Art. 31

¹ Il soumet au département toute proposition de dépenses non prévues au budget.

Art. 32

¹ Il établit le projet de budget annuel et le présente avec son préavis au département.

Art. 33 Administration

¹ Le directeur surveille l'état d'entretien de l'établissement et la gestion de la cuisine.

Art. 34

¹ Il propose au département l'engagement des nouveaux collaborateurs.

² Il veille aux bonnes conditions de travail du personnel.

³ Il pourvoit à la fourniture, à l'entretien et au contrôle de l'équipement des agents.

Art. 35

¹ Il organise et contrôle le travail des détenus.

Art. 36

¹ Il assure les relations administratives avec le département auquel il rend compte chaque année de sa gestion.

² Il établit les contacts nécessaires avec les autorités et les personnes concernées par la gestion de l'établissement et le régime appliqué aux détenus.

Art. 37 Personnel, Service

¹ le directeur organise, coordonne et surveille l'activité des divers services.

Art. 38

¹ Avec l'approbation du département il fixe:

- l'horaire journalier de travail;
- les congés et les vacances.

Art. 39

¹ Il est compétent pour ordonner des travaux occasionnels ou complémentaires.

Art. 40 Comportement

¹ Le directeur exige du personnel qu'il se conforme aux prescriptions du règlement, aux décisions du département et à ses propres instructions.

Art. 41

¹ Il s'entretient aussi souvent que possible avec chacun des membres du personnel.

Art. 42

¹ Il organise périodiquement des rapports de service.

Art. 43

¹ Il fait établir un dossier personnel pour chacun de ses collaborateurs.

Art. 44 Formation professionnelle

¹ Le directeur collabore avec le département:

- à l'information en matière pénitentiaire du personnel spécialisé et du personnel d'administration;
- à la formation professionnelle des agents.

Art. 45 Sanction

¹ Si un membre du personnel enfreint ses devoirs généraux ou particuliers, le directeur fait rapport au département avec son préavis.

Art. 46 Détenus, Mesures de sûreté

¹ Le directeur ordonne les mesures de sûreté nécessaires à la garde des détenus.

Art. 47

¹ En cas d'évasion, il prévient immédiatement la police cantonale, et le juge s'il s'agit d'un prévenu.

² Il informe le département des circonstances de l'évasion; il lui propose toutes mesures et sanctions opportunes.

Art. 48 Discipline

¹ Le directeur prend les dispositions nécessaires au maintien de la discipline parmi les détenus.

² Au besoin, il peut requérir l'intervention de la police cantonale.

Art. 49

¹ Il informe le département des incidents graves et lui propose toutes mesures et sanctions opportunes.

Art. 50

¹ En cas de plainte d'un détenu, il agit conformément aux articles 245 à 249.

Art. 51 Régime

¹ Le directeur prescrit les mesures nécessaires pour que les conditions de la détention soient conformes aux dispositions du règlement.

Art. 52

¹ Il s'entretient individuellement avec les détenus chaque fois que les circonstances l'exigent.

Art. 53

¹ Il fait établir pour chaque détenu un dossier personnel.

Art. 54 Décès

¹ En cas de décès d'un détenu, le directeur avise le médecin, le juge informateur de l'arrondissement de Lausanne, le département et la famille.

² S'il s'agit d'un prévenu, il informe aussi le juge chargé de l'enquête.

Art. 55 Remplaçant

¹ Le directeur est remplacé pendant ses absences par le surveillant-chef.

² Il ne peut s'absenter plus de deux jours sans l'autorisation du département.

Section III Le secrétaire

Art. 56 Statut

¹ Le secrétaire est directement subordonné au directeur.

Art. 57 Mission générale

¹ Il exécute les tâches administratives qui lui sont confiées par le directeur.

Art. 58 Fonctions, Comptabilité

¹ Il est chargé notamment de:

- la tenue de la comptabilité de l'établissement, de la caisse et de l'inventaire;
- l'établissement des notes de détention;
- la préparation du projet du budget.

Art. 59 Administration

¹ Il est responsable notamment de:

- l'établissement et la tenue à jour des dossiers;

- la conservation des pièces relatives à l'écrou;
- l'établissement et l'envoi au département des documents qui le concernent.

Art. 60 Remplaçant

¹ Son remplaçant est désigné par le directeur.

Section IV Les médecins

Art. 61 Statut

¹ Les médecins attirés de l'établissement sont désignés par le Conseil d'Etat.

Art. 62

¹ Sous réserve de leur activité médicale, ils sont directement subordonnés au directeur et soumis au règlement de l'établissement.

Art. 63

¹ Ils tiennent compte des tâches dévolues aux autres membres du personnel et aux agents.

Art. 64 Mission générale

¹ Les médecins assurent aux détenus les soins médicaux nécessaires.

Art. 65 Fonction Médecin (médecine générale)

¹ Le médecin procède aux examens prévus aux articles 201 et 202.

² Il donne et prescrit les soins et les médicaments nécessaires.

³ Il contrôle l'état de santé des détenus punis d'arrêts disciplinaires.

⁴ En cas de décès survenu dans l'établissement, il fait les constatations et déclarations prescrites.

⁵ Il organise et contrôle la pharmacie, ainsi que la distribution des médicaments.

Art. 66

¹ Il propose ou, en cas d'urgence, ordonne le transfert en hôpital des détenus qui ne peuvent être examinés ou soignés dans l'établissement.

Art. 67

¹ Il s'assure que les installations et les instructions données répondent aux exigences de l'hygiène.

² Il contrôle périodiquement la nourriture des détenus.

Art. 68 Psychiatre

¹ Le psychiatre donne les consultations prévues à l'article 203.

² Il prescrit les médicaments nécessaires et conseille les mesures qu'exige l'état du malade.

Art. 69

¹ Il propose ou, en cas d'urgence, ordonne le transfert à l'hôpital psychiatrique des détenus qui ne peuvent être examinés ou soignés à l'établissement.

Art. 70 Dentiste

¹ Le dentiste donne les soins dentaires qu'il juge indispensables et urgents.

Art. 71 Relations avec le directeur et avec le personnel

¹ Les médecins sont les conseillers du directeur dans les domaines qui leur sont propres.

² Ils le renseignent sur l'état de santé des détenus, lui signalent les cas de simulation de maladie ou d'accidents suspects et lui font toute proposition opportune.

Art. 72

¹ Ils collaborent entre eux, avec les autres membres du personnel spécialisé et avec les agents.

Art. 73 Relations avec l'extérieur

¹ Les médecins établissent les relations nécessaires notamment avec:

- les médecins d'autres prisons;
- les médecins spécialistes dont l'intervention paraît nécessaire;
- les médecins consultés, notamment le médecin personnel du détenu;
- les médecins des hôpitaux ou des polycliniques où les détenus sont envoyés pour un examen ou un traitement.

Art. 74 Remplaçants

¹ Les remplaçants des médecins sont désignés par le département.

Section V Les aumôniers

Art. 75 Statut

¹ Les aumôniers attitrés de l'établissement (un catholique et un protestant) sont désignés par le Conseil d'Etat après consultation des autorités ecclésiastiques.

Art. 76

¹ Sous réserve de l'autonomie nécessaire à l'exercice de leur ministère, ils sont directement subordonnés au directeur et soumis au règlement de l'établissement.

Art. 77

¹ Ils tiennent compte des tâches dévolues aux autres membres du personnel spécialisé et aux agents.

Art. 78 Mission générale

¹ Les aumôniers s'occupent des besoins spirituels des détenus.

Art. 79

¹ Les aumôniers font aux détenus des visites individuelles, organisent les offices et les réunions prévues à l'article 200 et s'assurent de la transmission radiophonique régulière des services religieux.

Art. 80

¹ En règle générale, leurs activités ont lieu hors de la présence d'un agent.

Art. 81 Relations avec le directeur et avec le personnel

¹ Les aumôniers sont les conseillers du directeur dans le domaine qui leur est propre.

² Ils le renseignent sur la situation des détenus et lui proposent toute mesure utile.

Art. 82

¹ Ils collaborent entre eux, avec les autres membres du personnel spécialisé et avec les agents.

Art. 83 Relations avec l'extérieur

¹ Les aumôniers établissent les relations nécessaires notamment avec:

- les aumôniers d'autres prisons;
- les ecclésiastiques de l'extérieur autorisés à visiter les détenus;
- les ecclésiastiques desservant les paroisses de domicile des détenus;
- les familles des détenus.

Art. 84

¹ Ils peuvent renseigner les autorités ecclésiastiques dont ils dépendent sur leur activité.

Art. 85 Autres confessions

¹ Les ministres d'un autre culte peuvent être autorisés à visiter les détenus de leur religion conformément aux articles 220 et 221.

Art. 86 Remplaçants

¹ Les remplaçants des aumôniers sont désignés par le département.

Section VI L'éducateur

Art. 87 Statut

¹ L'éducateur doit, en règle générale, être porteur du brevet pour l'enseignement dans les classes primaires.

Art. 88

¹ Il est directement subordonné au directeur.

Art. 89

¹ Il tient compte des tâches dévolues aux autres membres du personnel spécialisé et aux agents.

Art. 90 Mission générale

¹ L'éducateur contribue à la formation et au développement intellectuels et physiques des détenus.

Art. 91 Fonctions

¹ L'éducateur est notamment chargé de:

- pourvoir l'enseignement des détenus;
- conseiller les détenus dans le choix des cours par correspondance;
- proposer et surveiller l'achat et la remise des livres, revues et journaux de la bibliothèque;
- contrôler les journaux et revues envoyés de l'extérieur;
- choisir les programmes de la radio;
- organiser et diriger les exercices sportifs.

Art. 92

¹ Il s'entretient individuellement avec les détenus aussi souvent que leur situation l'exige.

² En règle générale, ces entretiens ont lieu hors de la présence d'un agent.

Art. 93 Relations avec le directeur et avec le personnel

¹ L'éducateur est le conseiller du directeur dans le domaine qui lui est propre.

² Il le renseigne sur tout fait important et lui propose toute mesure utile.

Art. 94

¹ Il collabore avec les autres membres du personnel spécialisé et avec les agents.

Art. 95 Relations avec l'extérieur

¹ L'éducateur établit les relations nécessaires notamment avec:

- les éducateurs d'autres prisons;
- les milieux enseignants.

Art. 96 Remplaçant

¹ Le remplaçant de l'éducateur est désigné par le directeur.

Section VII L'assistant social

Art. 97 Statut

¹ L'assistant social attitré de l'établissement fait partie du personnel de la Société vaudoise de patronage (ci-après, le patronage) .

² Il est désigné par son directeur et doit être agréé par le département.

Art. 98

¹ Sous réserve des dérogations ci-après, il est subordonné au directeur du patronage.

Art. 99

¹ Il est soumis aux dispositions du règlement, aux décisions du département et aux instructions du directeur de l'établissement.

Art. 100

¹ Il tient compte des tâches dévolues aux autres membres du personnel spécialisé et aux agents.

Art. 101 Mission générale et fonctions

¹ L'assistant social contribue à résoudre les problèmes matériels et moraux des détenus et de leur famille pendant la détention et en vue de la libération.

Art. 102

¹ En règle générale, les entretiens de l'assistant social avec les détenus ont lieu hors de la présence d'un agent.

Art. 103 Relations avec le directeur et avec le personnel

¹ L'assistant social est le conseiller du directeur dans le domaine qui lui est propre.

² Il le renseigne sur tout fait important et lui propose toute mesure utile.

Art. 104

¹ Il collabore avec les autres membres du personnel spécialisé et avec les agents.

Art. 105 Relations avec l'extérieur

¹ L'assistant social établit les relations nécessaires notamment avec:

- les assistants sociaux d'autres prisons;
- les autorités et les magistrats compétents;
- les institutions à caractère social;
- les familles des détenus.

Art. 106 Remplaçant

¹ Le remplaçant de l'assistant social est désigné par le directeur du patronage; il doit être agréé par le département.

Section VIII Le surveillant-chef

Art. 107 Statut

¹ Le surveillant-chef doit avoir subi avec succès les examens professionnels agréés ou organisés par le département.

Art. 108

¹ Il est directement subordonné au directeur.

Art. 109

¹ Il tient compte des tâches dévolues au personnel spécialisé.

Art. 110

¹ Il a autorité d'une part sur les autres agents et d'autre part sur les détenus.

Art. 111 Mission générale et fonctions

¹ Le surveillant-chef a pour mission de:

- organiser et contrôler le service de l'établissement;
- diriger l'activité des surveillants;
- veiller à l'application des dispositions réglementaires relatives à la garde des détenus et au régime de leur incarcération.

Art. 112 Service de l'établissement, Installations

¹ Le surveillant-chef s'assure régulièrement du bon entretien du bâtiment.

² Il vérifie le fonctionnement des installations sanitaires et électriques, des appareils de défense contre l'incendie et des moyens de sécurité.

³ Il contrôle les machines, le matériel et le mobilier.

Art. 113 Trousseau

¹ Il pourvoit à l'entretien et à la distribution de la literie, de la lingerie et de l'habillement des détenus.

Art. 114 Hygiène

¹ Il donne les instructions nécessaires pour assurer l'hygiène personnelle des détenus, l'entretien de leurs vêtements et la propreté de leur cellule.

Art. 115 Subsistance

¹ Il procède aux achats nécessaires à la nourriture des détenus.

² Il établit avec le responsable de la cuisine la liste des menus.

³ Il organise la distribution des repas et contrôle la qualité et la quantité de la nourriture.

⁴ Il surveille l'organisation et l'utilisation du magasin.

Art. 116 Surveillants, Service

¹ Le surveillant-chef organise et contrôle le service des surveillants.

Art. 117 Comportement

¹ Il exige des surveillants la stricte observation des prescriptions du règlement, des décisions du département et des ordres du directeur.

Art. 118

¹ Il veille à ce que les surveillants aient une tenue correcte, qu'ils assurent la garde des détenus avec vigilance, qu'ils les traitent avec fermeté et qu'ils respectent leur dignité.

Art. 119

¹ Il fait aux surveillants toute remarque opportune hors de la présence des détenus.

Art. 120

¹ Il signale au directeur tout manquement grave de la part d'un surveillant.

Art. 121 Formation professionnelle

¹ Il collabore avec le directeur à la formation des surveillants.

Art. 122 Détenus, Ecrou

¹ Le surveillant-chef contrôle la stricte application des dispositions du règlement relatives à l'écrou.

Art. 123 Mesures de sûreté

¹ Il est responsable des mesures de sûreté nécessaires à la garde des détenus.

² Il veille à ce que ces derniers ne puissent pas communiquer avec l'extérieur.

³ Il organise et surveille leurs déplacements à l'intérieur de l'établissement.

⁴ S'il s'agit de prévenus, il prend toutes dispositions utiles pour éviter le danger de collusion.

Art. 124 Discipline

¹ Il fait régner l'ordre et la tranquillité dans l'établissement.

² Si un détenu contrevient à la discipline, il l'admoneste ou invite le surveillant responsable à le faire.

³ Dans les cas d'insubordination grave, il prend les mesures nécessaires pour isoler le détenu fautif et propose au directeur l'une des sanctions prévues par le règlement.

Art. 125 Régime

¹ Il s'assure que chaque détenu est placé dans la catégorie à laquelle il appartient.

² Il contrôle la tenue à jour des divers effectifs.

Art. 126

¹ Il veille à l'application du régime prescrit par le règlement pour les diverses catégories de détenus, notamment en ce qui concerne les visites, la correspondance, les colis et les remises d'argent.

Art. 127

¹ Il signale tout cas pouvant motiver leur intervention au directeur, aux aumôniers, aux médecins, à l'éducateur et à l'assistant social.

Art. 128 Relations avec le directeur et avec le personnel spécialisé

¹ Le surveillant-chef renseigne le directeur sur tout fait important et lui propose toute mesure utile.

Art. 129

¹ Il collabore avec les membres du personnel spécialisé.

Art. 130 Remplaçant

¹ Le surveillant-chef est remplacé pendant ses absences par le surveillant sous-chef.

Section IX Le surveillant sous-chef

Art. 131 Statut

¹ Le surveillant sous-chef doit avoir subi avec succès les examens professionnels agréés ou organisés par le département.

Art. 132

¹ Il est directement subordonné au surveillant-chef.

Art. 133

¹ Il tient compte des tâches dévolues au personnel spécialisé.

Art. 134

¹ Il a autorité d'une part sur les autres agents et d'autre part sur les détenus.

Art. 135 Mission générale et fonctions

¹ Le surveillant sous-chef seconde le surveillant-chef.

Art. 136

¹ Il reçoit de lui les instructions nécessaires, le renseigne sur tout fait important et lui propose toute mesure utile.

Art. 137

¹ Il collabore avec les membres du personnel spécialisé.

Art. 138 Remplaçant

¹ Le remplaçant du surveillant sous-chef est désigné par le surveillant-chef.

Section X Les surveillants et surveillantes (ci-après: surveillants)

Art. 139 Statut

¹ Les surveillants sont placés sous l'autorité du surveillant-chef et du surveillant sous-chef.

Art. 140

¹ Ils exercent sur les détenus l'autorité nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

Art. 141 Mission générale

¹ Les surveillants ont pour mission d'assurer la garde des détenus et d'observer les dispositions du règlement relatives au régime qui leur est applicable.

Art. 142 Garde des détenus

¹ Les surveillants appliquent les mesures de sûreté nécessaires à la garde des détenus, conformément aux instructions de la direction.

Art. 143

¹ Ils contrôlent régulièrement les détenus confiés à leur garde.

Art. 144

¹ Ils ne peuvent quitter leur service, même momentanément, sans s'assurer qu'ils sont remplacés.

Art. 145

¹ Ils ne peuvent sortir de l'établissement sans l'autorisation du surveillant-chef ou de son remplaçant.

Art. 146 Régime applicable aux détenus

¹ Les surveillants traitent les détenus avec fermeté et respectent leur dignité.

Art. 147

¹ Ils ne s'entretiennent avec eux d'aucune affaire pénale en cours, quelle qu'elle soit.

Art. 148

¹ Ils ne se chargent pour eux d'aucune démarche hors celles que comporte le service de l'établissement.

Art. 149

¹ Ils n'acceptent aucun don ni avantage. Ils ne font pas de commerce pour ou avec les détenus.

Art. 150 Remplaçants

¹ Les surveillants s'assistent ou se remplacent mutuellement de façon que le service de l'établissement soit toujours assuré.

Art. 151

¹ Ceux qui sont empêchés d'assurer leur service doivent en informer immédiatement le directeur.

Chapitre III ... ⁴

Chapitre IV Dispositions finales

Art. 256

¹ Le règlement des maisons d'arrêts, des prisons d'arrondissement, de district et de cercle, et des salles d'arrêts de commune du 11 janvier 1944 est abrogé.

Art. 257

¹ Le Département de la justice, de la police et des affaires militaires ^[A] est chargé de l'exécution du présent règlement qui entre en vigueur le 1er janvier 1978.

⁴ Modifié par le règlement du 16.01.2008 entré en vigueur le 18.03.2008